

# Le libre-échange agricole sortira bientôt du frigo : quand le protectionnisme est intenable, mieux vaut négocier rapidement

Autor(en): **Tille, Albert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 1748

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024435>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Le libre-échange agricole sortira bientôt du frigo

*Quand le protectionnisme est intenable, mieux vaut négocier rapidement*

Albert Tille (24 septembre 2007)

Le projet d'accord agricole avec Bruxelles attend l'échéance des élections parlementaires et gouvernementales pour sortir de la clandestinité. Un mandat de négociation sera adopté quel que soit le sort des négociations à l'OMC.

Le Conseil fédéral, dans sa majorité, reste convaincu que l'avenir de l'agriculture suisse sera assuré au mieux par un étroit rapprochement avec l'Europe verte. Les négociations commerciales internationales dites de Doha se solderont peut-être par un échec. L'ouverture de l'agriculture aux marchés mondiaux serait alors retardée. Mais elle est inéluctable. Luzius Wasescha, négociateur suisse à l'OMC, l'a affirmé sans ambiguïté lors d'une Table ronde sur le libre-échange agricole dans le cadre du Comptoir suisse à Lausanne.

La libre concurrence avec l'Europe verte nécessiterait une sévère restructuration de notre agriculture. Les prix à la sortie de la ferme helvétique sont nettement plus élevés que ceux de la moyenne européenne. C'est particulièrement vrai

pour les grandes cultures. Le défi est évident. La majorité du monde paysan pense que l'alignement sur les conditions européennes est impossible et que la Suisse, si riche, a les moyens de protéger son agriculture pour en assurer la survie. Un libre-échange avec Bruxelles serait suicidaire. L'analyse est différente chez les responsables de plusieurs organisations agricoles. Avec les diplomates bernois, mais sans le dire ouvertement, ils jugent que le protectionnisme agricole de la Suisse est intenable sur le long terme. L'adaptation au marché est en marche depuis plus de dix ans. Elle doit se poursuivre, mais progressivement, comme le prévoit le programme «*Agriculture 2011*». Si le blocage des négociations de l'OMC retarde les échéances, point n'est besoin de subir une pression supplémentaire par un accord prématuré de libre-échange avec Bruxelles. Mieux vaut profiter du sursis procuré par l'échec de Doha, et, à terme, adhérer à l'Europe verte. Les paysans bénéficieront alors de ses avantages comme de ses contraintes.

Pour les partisans de la conclusion sans tarder d'un accord de libre-échange, l'ouverture du marché imposera certes des restructurations rigoureuses. Mais, comme la Suisse ne sera pas, à ce stade, membre de l'Union, Berne restera entièrement libre de conserver sa politique de paiements directs, voire de la renforcer. Cette politique agricole autonome permettra d'atténuer les rudesses de l'adaptation à laquelle seront contraints les agriculteurs. Et parallèlement, l'ouverture des frontières offrira aux produits suisses l'accès à un marché d'un demi milliard de consommateurs.

Les positions, aujourd'hui figées vont sans doute bouger en fin d'année lorsque le projet du Conseil fédéral sortira du frigo où il est caché pour des raisons électorales. Les grandes organisations agricoles n'ont pas complètement verrouillé leurs positions. Pour assouplir leur attitude elles réclameront de généreuses mesures de compensation.